



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure M. Louis GAUVIN
pour son élevage situé au lieu-dit « La Fosse » à ERCÉ-EN-LAMÉE**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011, modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n°2111 (élevage de volailles) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mars 2023 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2024 établissant le 7^{ème} programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2026 portant délégation de signature à M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu la lettre d'instruction du préfet de région du 30 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 27325 délivré le 5 septembre 1984 à M. Daniel BILLARD pour l'exploitation d'un élevage de volailles composé de 24200 dindes de chair soit 72600 animaux-équivalents, au lieu-dit « La Fosse » à ERCÉ-EN-LAMÉE ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 27325-2 du 10 novembre 2016 par lequel Mme Jacqueline BILLARD a déclaré avoir succédé à M. Daniel BILLARD dans l'exploitation de l'installation précitée ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 44162 du 11 avril 2019 par lequel M. Louis GAUVIN dont le siège social se situe au lieu-dit « La Roussière » à ERCÉ-EN-LAMÉE, déclare avoir succédé à Mme Jacqueline BILLARD dans l'exploitation de l'élevage susvisé ;

Vu le courrier du 10 février 2026, par lequel le rapport d'inspection a été transmis à M. Louis GAUVIN par l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement, en l'invitant à faire part au préfet d'Ille-et-Vilaine de ses éventuelles observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le rapport d'inspection du service d'inspection des installations classées transmis au préfet d'Ille-et-Vilaine le 11 février 2026 ;

Vu le courrier du 26 février 2026 par lequel l'exploitant a été invité à présenter ses observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 2 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT :

- que les documents de fertilisation, de déclaration de flux azoté et de vérification des installations électriques n'ont pas été présentés aux inspecteurs lors de la visite de contrôle du 22 septembre 2025 ;
- que ces documents ont été demandés à plusieurs reprises par mails et par téléphone ;
- qu'à ce jour, ces documents n'ont toujours pas été fournis aux inspecteurs ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de fait et de droit sus-énoncés, M. Louis GAUVIN exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre il remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a présenté aucune observation sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 2 mars 2026 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet de l'arrêté

M. Louis GAUVIN, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de volailles situé au lieu-dit « La Fosse» à ERCÉ-EN-LAMÉE est mis en demeure, comme le prévoient les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé, **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification de cet arrêté, à savoir :

- de fournir le plan prévisionnel de fumure, le cahier d'épandage, le rapport du contrôle des installations électriques et la déclaration des flux d'azote 2025.

« Arrêté du 27 décembre 2013 – article 4

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- *un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;*

- *les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :*

le registre des risques (art. 14) ;

le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf.art. 23) ;

le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;

le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37)

les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art.30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant d'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;

les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. art. 34). »

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

« Arrêté du 24 mai 2025 – article 4-2 :

Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, à l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. »

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative par les demandeurs ou exploitants concernés par le présent arrêté, par voie postale ou au moyen de l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Redon et les inspecteurs de l'environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Louis GAUVIN et dont une copie sera adressée au maire de ERCÉ-EN-LAMÉE.

Fait à Rennes, le **23 MARS 2026**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Pierre LARREY